

La révolution commence par l'enfance

Dettes, école, santé, emploi, intelligence artificielle, écologie : pour remettre la société à l'endroit, et si nous reconstruisions la France à partir de ceux qui en vivront les conséquences : nos enfants ?

A 9 mois de l'élection présidentielle, comment parler des « lendemains qui chantent » à nos enfants en restant crédibles ? Née dans les années 70, je crois pouvoir dire que notre génération de quinquas n'a jamais traversé un moment politique aussi anxiogène. La menace ça n'est ni le RN ni LFI, la menace c'est l'absence de projet politique à la hauteur des bouleversements que nous sommes en train de vivre : enfance sacrifiée, jeunesse en danger, dérèglement climatique, crise de la biodiversité, dette abyssale, instabilité mondiale, développement incontrôlé de l'intelligence artificielle et ses conséquences sur l'emploi, fragilité inédite de la démocratie et de la République...

Pourtant, il est un remède politique à l'anxiété commune : penser la société à partir du bien-être de ses enfants et de ses jeunes. C'est un puissant levier de transformation collective qui n'a jamais été activé au niveau présidentiel. Tout le monde sait qu'un bébé maltraité, un enfant violenté, un adolescent carencé sur le plan affectif, c'est un adulte qui ira mal, très mal. A l'échelle des 69 millions d'habitants que compte notre pays, imaginez l'impact de la souffrance infantile et juvénile. Réfléchissons à partir d'une estimation simple : en France, en 2024, 34,3 % des enfants de 1 à 15 ans, soit plus de 3,7 millions d'enfants, subissent au moins une privation : de repas équilibrés, de chauffage, d'un logement correct et non surpeuplé, de soins et d'activités extrascolaires et de vacances. A cela s'ajoute les 160 000 victimes, chaque année, de violences sexuelles, -et parfois ce sont les mêmes- sans compter, y compris dans les milieux plus favorisés, les violences physiques, le harcèlement, les troubles psychiques, les atteintes liées à la pollution de l'air, de l'eau, l'alimentation de mauvaise qualité, les addictions aux drogues, aux réseaux sociaux, -et leur dimension destructrice- et aux écrans.

Certes, ces réalités ne peuvent être simplement additionnées, car les mêmes enfants en cumulent souvent plusieurs mais elles permettent d'affirmer une chose : dans chaque génération, plusieurs millions d'enfants voient leur santé, leur sécurité ou leur développement sérieusement compromis. Il est ainsi vraisemblable qu'avant l'âge adulte, plus d'un enfant sur deux aura été confronté à au moins une adversité importante. Cela ne signifie pas que la moitié de la société sera condamnée à être malade mais que toute la société supportera durablement les conséquences de souffrances juvéniles que nous aurions pu prévenir.

Face à ces défis, la France continue pourtant de gouverner comme si l'avenir ressemblait au passé. Le débat public tourne en rond. Les mêmes oppositions reviennent sans cesse : plus ou moins d'État, plus ou moins de dépenses, plus ou moins d'impôts, plus ou moins d'immigration ou de laïcité. Chacun promet de réparer les crises -sanitaires, écologiques, financières, judiciaires- lorsqu'elles éclatent. S'agissant des drames de l'enfance par exemple, les affaires du périscolaire parisien, révélées depuis 2025 comme le meurtre de Lyhanna en juin dernier, ont mis au jour une même réalité insupportable : malgré les alertes, malgré la parole des enfants et de leurs familles, nos institutions peuvent encore réagir trop tard. Ces drames disent moins une indifférence de l'opinion qu'une incapacité collective persistante à faire de la protection et du bien-être des enfants une priorité politique.

En ces temps de campagne présidentielle, personne ne s'interroge vraiment sur la manière d'empêcher ces drames et ces crises, de construire un autre modèle de société, une autre vision de l'avenir, une autre manière d'éduquer, de soigner, ou même de produire de la richesse, en intégrant la notion de sobriété par exemple dans notre système économique et agricole..

Je crois que c'est là l'erreur fondamentale de notre époque. Depuis des décennies, l'action des pouvoirs publics se concentre sur la gestion de crise, au point que le service public est devenu un immense service de réparation, et encore. Nous tentons de réparer, mais en fait nous intervenons lorsque tout est déjà cassé. Je l'ai éprouvé, dans ma vie personnelle, professionnelle et politique, j'ai vécu au cœur des crises de la République. Comme avocate, magistrate, universitaire, deux fois ministre, d'abord chargée de l'Aide aux victimes puis 9 ans après, chargée des quartiers prioritaires de la ville, élue locale et intercommunale, engagée auprès de l'enfance en souffrance, j'ai vu les fractures françaises là où elles deviennent des urgences : auprès des victimes de la vie. J'en ai tiré une certitude : les plus grands préjudices sont souvent ceux que l'on ne voit pas, parce qu'ils se construisent lentement, dans le silence, jusqu'à devenir irréparables. Or, un pays qui attend que les crises éclatent est un pays qui renonce à gouverner. Tout doit changer dans nos politiques publiques : prévenir plutôt que guérir, cela veut dire créer les conditions du bien-être des enfants et des jeunes, ce qui engage une révolution de l'organisation de nos politiques publiques. Je propose donc, avec ces premiers signataires qui s'engagent à mes côtés, d'enclencher une prise de conscience de toute la société française pour préparer la grande transformation politique et sociale dont notre pays a besoin.

Ensemble, **NOUS** voulons que la société française se réorganise pour protéger ses enfants, les éduquer et les émanciper et qu'en cette année d'élection présidentielle, le ou la prochaine président (e) de la République **fasse de l'enfance la matrice de son projet politique.**

Comment? en portant un projet de société qui repose sur ces trois piliers : l'enfance, l'investissement public, les ressources naturelles.

L'enfance : nous en appelons en premier lieu à une refonte totale de l'organisation de l'éducation, de la santé, des politiques sociales et familiales (l'Aide sociale à l'enfance évidemment, la protection des enfants contre les violences de toutes sortes, le handicap, la pédopsychiatrie, l'éducation spécialisée, la justice des mineurs etc..) en les inscrivant dans un objectif unique, et vérifiable : l'épanouissement des 0-18 ans. Nous voulons également que notre système éducatif donne à chaque enfant les compétences nécessaires pour être un citoyen libre, éclairé et responsable du XXI^e siècle : développer son esprit critique, comprendre les enjeux scientifiques et numériques, disposer d'une solide culture artistique, coopérer avec les autres, exercer son discernement face à l'information, s'engager pour la démocratie, préserver les ressources de la planète et apprendre tout au long de la vie. De la crèche au lycée, le service public de l'enfance et de la jeunesse, fera l'objet d'une grande transformation à la hauteur de cette nouvelle ambition politique.

L'investissement : nous voulons en second lieu transformer les mentalités des décideurs politiques et administratifs pour qu'ils dépensent mieux l'argent public. Ils doivent combattre la dépense publique improductive et de complaisance (par exemple les niches fiscales ou les aides publiques incontrôlées), et l'investissement public massif au service des générations futures. Faire de chaque euro d'impôt un euro utile c'est réduire la dette publique en dépensant mieux, c'est à dire en investissant d'abord dans l'éducation, la santé, la recherche et l'innovation, notamment pour doter notre pays des moyens de maîtriser la révolution de l'intelligence artificielle, plutôt que de la subir.

Les ressources : quelle vision du monde pouvons-nous proposer sérieusement à nos enfants sans une approche réaliste pour surmonter les effets délétères de l'épuisement des ressources naturelles et des moyens de préparer l'avenir ? Un nouveau modèle politique culturel écologique et économique est possible : c'est celui qui repose sur une autre manière de vivre : éducation, santé, prévention, culture, démocratie, sécurité, mobilité durable, agriculture durable, alimentation bio, vêtements durables, eau saine, logement durable, recyclage, toutes les activités nécessaires pour les générations futures et respectueuses des enjeux de l'avenir de l'humanité et de la planète : c'est l'économie de la vie. La France a son mot à dire et pourrait être à l'avant-garde des Nations en Europe et dans le monde.

À l'appui de cette vision, ce triptyque n'est encore qu'un squelette. Il faut maintenant lui donner de la chair : celle du réel. Les enseignants, les médecins, les psychologues, les éducateurs, les magistrats, les artistes, les travailleurs sociaux, les chefs d'entreprise, les agriculteurs, les associations savent. Ils savent parce qu'ils enseignent, soignent, accompagnent, protègent, créent ; parce qu'ils sont chaque jour confrontés aux difficultés, aux échecs, aux souffrances, mais aussi aux réussites.

C'est avec eux que nous construirons. Car la vérité d'un projet de société se forge dans l'expérience du réel, pas dans la théorie en chambre ni dans la viralité d'un bon mot sur TikTok. Partout en France, nous irons chercher ces savoirs et ces expériences pour bâtir, ensemble, un nouveau projet de société.

Pour atteindre cet objectif, pour que la société française et ses aspirants au pouvoir suprême se l'approprient, nous lançons un cycle de trois conventions, une par thème, qui aboutiront à une feuille de route en 10 points, dont les candidats à l'élection présidentielle pourront se saisir. Si vous voulez jouer un rôle dans la mise en mouvement de cette grande transformation, sur la base de ce texte, engagez-vous à nos côtés en le signant ici : <https://c.org/Rbyzztfvsw>

La première réunion de travail aura lieu à Paris, le 5 octobre, il s'agira de préparer la tenue ultérieure des « États généraux de l'enfance ». Nous rassemblerons tous les connaisseurs de l'enfance pour préparer le modèle du service public que méritent nos enfants, de 0 à 18 ans.

Pour changer le monde, commençons par rendre nos enfants heureux. Maintenant !

Juliette Méadel et, dans l'ordre alphabétique, les 20 premiers signataires...

1. **Jacques Attali**, écrivain
2. **Charles Berling**, acteur, metteur en scène, directeur de théâtre, réalisateur, scénariste, producteur
3. **Gaël Brustier**, politologue, essayiste
4. **Véronique Cayol**, gynécologue-obstétricienne.
5. **Maurice Corcos**, professeur des universités, chef du service de pédopsychiatrie de l'Institut Mutualiste Montsouris
6. **Frédéric Gautrin**, chargé de mission Politique de la ville
7. **Bernard Golse**, pédopsychiatre, professeur des universités-praticien hospitalier émérite de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent à l'Université Paris Descartes, psychanalyste et essayiste
8. **Caroline Goldman**, psychologue pour enfants et adolescents, docteure en psychopathologie clinique infanto-juvénile
9. **Anne et Élisabeth Guthmann**, cofondatrices du collectif SOS Périscolaire

10. **Ghada Hatem-Gantzer**, gynécologue-obstétricienne, fondatrice de la Maison des Femmes
11. **Hélène Inglebert**, professeure
12. **Patricia Jourdy**, proviseur
13. **Christophe Kerrero**, ancien recteur de l'Académie de Paris
14. **Christophe Laborde**, proviseur
15. **Marie-Claude Lantz**, cadre supérieur de l'hôpital Necker
16. **Philippe Lentschener**, président de la mission Marque France
17. **Jean-Marc Merriaux**, président de l'association Ferry Zay, dirigeant du secteur de l'éducation
18. **Séverine Ouaki**, psychologue clinicienne, psychothérapeute enfant/adolescent
19. **Eve Piorowicz**, psychologue clinicienne
20. **Catherine Saurel**, infirmière anesthésiste
21. **Sophie Segond**, avocate, membre active du fonds de dotation dédié aux femmes en détresse et leurs enfants, DAPAT
22. **Jean-Paul Tran Tiet**, avocat.
23. **Sarah Vibert**, psychologue clinicienne, maître de conférences en psychologie clinique, Université Paris Cité